



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Maintenance des systèmes de sécurité incendie
multimarque des bâtiments de l'UGA et de l'IEP

N° du CCAP : 24FSA043












Coordonnateur du groupement de commandes :

Université Grenoble Alpes
Direction exploitation maintenance
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

Membre du groupement de commandes :

Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
1030 Rue des Universités
38400 Saint Martin d'Hères

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Entretien et maintenance des systèmes de sécurité incendie
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Reconduction.....	6
4.3 - Délai d'exécution	6
5 - Prix.....	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6 - Garanties Financières.....	7
7 - Avance.....	7
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable.....	10
11 - Constatation de l'exécution des prestations	10
11.1 - Vérifications	10
11.2 - Décision après vérification	10
12 - Garantie des prestations.....	10
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	10
14- Pénalités.....	11
14.1 - Pénalités de retard	11
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
14.3 - Autres pénalités.....	12
15 - Clause de réexamen	12
16 - Résiliation du contrat.....	12
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	12
17 - Règlement des litiges et langues	13
18 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance des systèmes de sécurité incendie multimarque des bâtiments de l'UGA et de l'IEP.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Lot 1 : Sites universitaires dans les départements de l'Isère (principalement agglomération grenobloise), Savoie, Haute Savoie et des Hautes-Alpes.

Lot 2 : Sites universitaires du département de la Drôme (Valence)

Pour le lot 1 : Un groupement de commandes est constitué entre l'Université Grenoble Alpes (UGA) et l'Institut d'Etudes Politiques (IEP).

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Maintenance des systèmes de sécurité incendie multimarque des bâtiments de l'UGA et de l'IEP hors sites de Valence
02	Maintenance des systèmes de sécurité incendie multimarque des bâtiments de l'UGA sur les sites de Valence

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre à prix mixtes avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 1	Montant maximum annuel en € HT
Sites universitaires dans les départements de l'Isère (principalement agglomération grenobloise), Savoie, Haute Savoie et des Hautes-Alpes	300 000 €

Lot 2	Montant maximum annuel en € HT
Sites universitaires du département de la Drôme	10 000 €

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Les prestations forfaitaires feront l'objet d'un bon de commande annuel en application de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Les prestations hors forfait de maintenance courante feront l'objet de bons de commande spécifiques en application du BPU.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots
- Les annexes du CCTP (descriptif des équipements) propres à chaque lot
- Le bordereau des prix (comprenant une DPGF et un bordereau des prix unitaires) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique (partie technique du cadre de réponse) propre à chaque lot remis par le titulaire au titre de son offre et portant sur
 - les *moyens humains et qualité de l'organisation mise en place pour l'exécution des prestations du marché*
 - *l'organisation des dépannages*
 - *l'organisation des dépannages*
 - les outils et méthodes proposés dans le cadre de l'exécution du marché, en particulier pour la gestion d'un parc multimarques*

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

Pour les lots 1 et 2 : L'exécution des prestations démarre du 01/04/2025 ou à la date de notification du marché si celle-ci est postérieure.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4.3 - Délai d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.4 - Planification des interventions et délais d'intervention

Pour les deux lots, les modalités de planification relatives à la maintenance préventive et les délais d'intervention concernant la maintenance curative sont précisés aux articles 10 et 11 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations en exploitation courante (maintenance préventive) sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire.

Les prestations hors forfait de maintenance courante (maintenance curative) sont rémunérées par application des prix du bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites, et notamment les frais de personnel, d'encadrement compris le responsable du contrat, le remplacement du personnel durant les congés, l'outillage, les véhicules, les déplacements, les stocks, la remise en état des locaux après intervention, le traitement des déchets liés aux interventions, la hotline, les moyens transversaux, les frais généraux, bénéfices, taxes, impôts, etc...

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2025 par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lots	Formules	Prix concernés
Lots 1 et 2	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (ICHT-IME (n) / ICHT-IME (o))$	Tous les prix

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
Lots 1 et 2	ICHT-IME	Industries mécaniques et électriques

Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

Modalités de transmission des révisions de prix :

Le titulaire devra transmettre à l'adresse service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr la décomposition et le bordereau des prix au pouvoir adjudicateur au moins 30 jours avant la date de chaque période de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul). A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la période

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour les prestations de maintenance courante (issues de la DPGF) : Le paiement sera trimestriel à terme échu. Les mois de facturation sont les suivants : fin mars pour le trimestre 1, fin juin pour le trimestre 2, fin septembre pour le trimestre 3 et fin décembre pour le trimestre 4. La facture doit être envoyée au début du dernier mois du trimestre pour vérification.

Pour les prestations hors forfait de maintenance courante (issues du bordereau des prix unitaires) : Le paiement sera effectué en totalité à l'admission après validation du service fait sur le bon d'intervention. Pour le lot 1, les différentes prestations effectuées dans le même mois sont regroupées pour donner lieu à un paiement unique mensuel.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour le lot 1 (passé en groupement de commandes UGA - IEP)

La DPGF détaille les éléments relevant d'une facturation UGA et ceux relevant d'une facturation IEP.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

Pour l'Université Grenoble Alpes :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

Pour l'Institut d'Etudes Politiques :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture N° SIRET de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble : 193 801 347 00017
- 2/ Il n'y a qu'un seul code service

Pour le lot 2 (UGA uniquement)

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Représentant de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire

Responsable de contrat

Le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée.

Si la personne nommée ne convient pas ou si celle-ci n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (sauf pour le délai de communication du nom et curriculum du remplaçant qui est de 10 jours)

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant disposant de compétences équivalentes et dont il communique à l'acheteur le nom et le curriculum vitae dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Gestion électronique des documents

Conformément aux stipulations de l'article 14 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), pour le lot 1, le titulaire devra mettre à disposition des représentants désignés de l'UGA et de l'IEP un outil informatique de gestion électronique des documents permettant d'obtenir des rapports dématérialisés. Cette mise à disposition ne pourra faire l'objet d'aucune facturation supplémentaire.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire devra utiliser des véhicules Crit'Air 2 ou Crit'Air 1 pour la réalisation des prestations.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) au vu du bon d'intervention remis par le titulaire dès la fin de l'intervention conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, à réception du bon d'intervention, en validant le service fait sur celui-ci.

12 - Garantie des prestations

Garantie des installateurs

Les installations prises en charge peuvent être :

- des matériels achetés directement par l'UGA,
- des installations nouvelles réceptionnées à la date de prise d'effet du marché,
- des installations nouvelles non-réceptionnées à la date de prise d'effet mais dont l'exploitation sera malgré tout indispensable.

L'UGA subroge le TITULAIRE dans ses droits et actions liés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable d'une avarie ou dommage survenant aux installations dont il a la charge.

En cas d'avarie sur du matériel ou installation sous garantie, le TITULAIRE prend les mesures conservatoires nécessaires et met en service les équipements de remplacement ou de secours éventuels.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le TITULAIRE est obligé.

Il prend soin de faire en sorte que ces interventions ne soient pas de nature à empêcher l'application des clauses de garantie. Il avertit immédiatement l'UGA des actions à mener pour bénéficier de cette garantie.

En outre, pendant cette période, le TITULAIRE prend toutes les dispositions en accord avec le constructeur ou l'installateur pour assurer la coordination de leurs interventions.

Le TITULAIRE est réputé connaître les clauses de garanties légales et particulières attachées aux marchés des travaux.

Pièces remplacées par le TITULAIRE

Une Fiche d'Identité et de Suivi est établie pour tout matériel ou pièce remplacée couvert par une garantie. Cette fiche mentionne la date d'effet de la garantie ainsi que de sa durée. Pour rappel, la durée légale minimale est de deux ans.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14- Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,0 % du montant forfaitaire annuel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités de retard suivantes, sans mise en demeure préalable du titulaire :

Pénalités applicables aux lots 1 et 2	Précisions
non-respect du planning concernant une visite préventive	à partir d'une semaine de retard : pénalité de 100 € par constat + 50€ par semaine de retard
non-respect du délai d'intervention pour la maintenance corrective	50€ par constat puis 20€ par heure de retard
retard dans la transmission du rapport d'intervention	200 € par constat, puis 20€ par jour supplémentaire de retard
non renseignement du registre de sécurité à le jour même d'une intervention	50€/ jour de retard dès le lendemain de l'intervention
non réalisation de l'une des opérations incluses dans la maintenance préventive	50 € /jour de retard et par opération manquante
non-respect du délai d'exécution fixé à 1 mois pour la mise en conformité suite aux remarques des bureaux de contrôle	50 € /jour de retard par observation non levée

Pénalité applicable au lot 1 uniquement	Précisions
retard dans la transmission du planning annuel d'intervention	150 € par jour de retard à compter de chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14.3 - Autres pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer la pénalité suivante, sans mise en demeure préalable du titulaire :

Pénalité applicable au lot 1 uniquement	Précisions
non accompagnement du prestataire pour l'intervention de la triennale SSI et la commission de sécurité	200 € par constat sans mise en demeure

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier à la hausse ou à la baisse les prestations forfaitaires initialement prévues notamment dans les cas suivants :

- modification très importante d'un SSI
- remplacement d'un SSI
- suppression d'un SSI
- ajout d'un nouveau bâtiment

En cas de rajout de prestations : Le chiffrage des nouvelles prestations ou des modifications ne pourra être supérieur proportionnellement, aux prix proposés initialement et contractualisés dans le marché sauf exception dûment justifiée.

En cas de suppression de prestations : Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services